

**« CONFLITS ARMES DANS LA REGION DE GRANDS-LACS
AFRICAINS : UNE ANALYSE GEOPOLITIQUE DES ENJEUX
ET DES CONSEQUENCES A L'EST DE LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO »**

**« ARMED CONFLICTS IN THE AFRICAN GREAT LAKES
REGION: A GEOPOLITICAL ANALYSIS OF THE ISSUES
AND CONSEQUENCES IN EASTERN DRC »**

MWEZE CIRHUZA Augustin

Assistant de l'enseignement supérieur et universitaire, Chercheur à l'Observatoire Régional de Géopolitique des Pays de Grands Lacs Africains(ORGGL) ;
Université BERLI-BUKAVU, Faculté de sciences sociales, politiques et administratives ;
République Démocratique du Congo(RDC)
mwezecirhuza86@gmail.com

MUHEMERI BACIBONE Jean-Bosco

Licencié en Géopolitique et études internationales.
Analyste indépendant de la situation de la Région des Grands Lacs Africains.
muhemeribosjbm@gmail.com

KULONDWA MUSOBWA Prospère

Assistant de l'enseignement supérieur et universitaire et Chercheur à l'Observatoire Régional de Géopolitique des Pays de Grands Lacs Africains(ORGGL)
Université Berli (UBERLI-BUKAVU), Faculté de sciences sociales, politiques et administratives
République Démocratique du Congo(RDC)
kulondwaprospere999@gmail.com

TABARO KITO Serge

Assistant de l'enseignement supérieur et universitaire et Chercheur à l'Observatoire Régional de Géopolitique des Pays de Grands Lacs Africains(ORGGL) ;
Université BERLI-BUKAVU, Faculté de sciences sociales, politiques et administratives
République Démocratique du Congo(RDC)
sergetabaro2000@gmail.com

Date de soumission : 02/03/2022

Date d'acceptation : 26/05/2022

Pour citer cet article :

MWEZE CIRHUZA A. & al. (2022) « CONFLITS ARMES DANS LA REGION DE GRANDS-LACS AFRICAINS : UNE ANALYSE GEOPOLITIQUE DES ENJEUX ET DES CONSEQUENCES A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO », Revue Internationale du Chercheur «Volume 3 : Numéro 2» pp : 252 – 284

Résumé

La Région des Grands lacs africains s'enlise dans des conflits armés dont les effets dramatiques sont concentrés à l'Est de la RDC depuis plus de deux décennies. La RDC est installée dans un chaos programmé par les prédateurs des ressources naturelles, intervenant sur terrain voilés par des agents écran à leur service notamment le Rwanda, le Burundi et l'Uganda, qui sont eux-mêmes sous l'emprise du déterminisme géographique. Ces derniers, aux prises avec l'impératif de la puissance et la convoitise des terres, des matières premières ont hâte de contrôler l'espace dans les frontières de la RDC profitant de l'alliance avec les grandes puissances pour asseoir leurs stratégies de possession du territoire. Les conséquences sont lourdement dramatiques sur le plan humanitaire, sécuritaire, politico-diplomatique, économique, social et culturel. Les enjeux identifiés, l'étude révèle que le Gouvernement Congolais, actuellement enlisé dans l'idéalisme géopolitique, devrait s'approprier les vertus du réalisme politique et privilégier la stratégie géopolitique du « smart power ».

Mots clés: Conflits armés ; géopolitique ; enjeux ; Conséquence ; zones grises.

Abstract

For more than two decades, the African Great Lakes Region has been mired in armed conflicts, the dramatic effects of which are concentrated in the east of the DRC. The study reveals that the DRC is in a state of chaos programmed by the predators of natural resources, operating on the ground under the cover of agents at their service, notably Rwanda, Burundi and Uganda, three neighboring countries of the DRC which are they under the influence of geographical determinism. The latter, faced with the imperative of power and the covetousness of land and raw materials, are eager to control the space within the borders of the DRC. They take advantage of the alliance with the great powers to establish their strategies of possession of the territory.. The consequences of this state of affairs are highly dramatic in humanitarian, security, political, economic, social and cultural terms. The study reveals that the Congolese National Government, currently bogged down in geopolitical idealism, should appropriate the virtues of political realism and favour the geopolitical strategy of 'smart power'.

Keywords: Armed conflicts, geopolitical, challenges, consequences, gray areas.

Introduction

Durant plus de deux décennies, la RDC est à l'épicentre tragique des conflits armés que connaît la Région des Grands Lacs africains. On y enregistre une multiplicité des foyers d'affrontements opposant l'armée loyaliste aux rebelles nationaux et étrangers dont les ADF/NALU, FDLR, FNL, MAI-MAI, FRPI, CODECO, NYATURA, YAKUTUMBA, NGUMINO, MAZEMBE, RAIA-MUTOMBOKI,... Tantôt les guérilléros se battent entre eux et parfois se livrent à des attaques contre la population.

L'identité des forces en présence, leur nature, leur mobile, le sens de leurs actes, la pertinence de leur mode opératoire font objets de débat. L'opinion est généralement divisée mais tous s'accordent sur la portée dérisoire des mesures que l'Etat met en place pour corriger le désordre. Une certaine opinion officielle reste figée sur la thèse selon laquelle la situation actuelle à l'Est de la RDC est une crise purement Congolo-Congolaise. Mais par ailleurs, c'est plus que nécessaire de se poser la question sur les rôles direct ou indirect que jouent d'autres acteurs Etatiques ou non Etatiques, et même les enjeux auxquels ils fixent leur regard.

En effet, les Etats voisins se délectent de la désorganisation de la RDC. Les arrangements politiques de deux décennies aboutissent à la projection des collabos du Rwanda et de l'Ouganda dans l'administration congolaise et ses services de sécurité. Les zones grises se multiplient où l'on signale une désertion des terres par les villageois et leur occupation par des colonies de peuplement. Les rebelles ougandais s'établissent dans les montagnes de MUTWANGA. Les Burundais et les Rwandais sont présents dans les hauts plateaux du Sud-Kivu. L'Ouganda, le Burundi comme le Rwanda profitent de la manne financière générée par le commerce illicite des biens en destination ou d'origine de la RDC, principalement l'exportation des produits de l'économie extractive.

En conséquence, l'Etat aura raté, au niveau interne, son but national d'offrir au peuple le bien-être et la prospérité. Au niveau externe, l'Etat se décale de sa vocation d'être la locomotive pour les pays de la CIRGL et pour l'Afrique.

La résonance de tous ces conflits à l'Est du pays se constate à travers l'instabilité des populations et l'insécurité généralisée. On y enregistre les atrocités récurrentes, œuvres des auteurs d'actes criminels bien connus dans la région et parfois, œuvres des terroristes islamistes. Le dégât humanitaire en est incommensurable. Son ampleur s'observe principalement à travers les statistiques des déplacés et des réfugiés mais aussi de la montée

du phénomène d'insoumission des populations de BENI dans la province du Nord-Kivu et de FIZI et UVIRA au Sud-Kivu.

La RDC, forcée à faire face aux défis de l'intégration interne est attendu sur le terrain d'affrontement avec les logiques agressives des compétitions qu'imposent la militarisation de la mondialisation en cours, thème cher à l'économiste franco-égyptien Samir AMIN. (Militarisation mondialisation NILS Andersen.pdf).

Entre temps, le peuple a soif de voir la prospérité dans son assiette et la stabilité dans son village. Tout Etat est en droit d'apporter à son peuple la prospérité et la stabilité.

L'objectif de cet article est celui de construire une démarche permettant d'analyser et de comprendre la répercussion de la géopolitique de certaines puissances dans la Région des Grands Lacs, notamment dans l'Ituri, le Nord et le Sud-Kivu, et proposer des voies de sortie à la RDC.

Pour attendre cet ultime objectif, il sied de passer rapidement à un questionnement pouvant nous conduire aux résultats de cette recherche : Pourquoi le Gouvernement de la RDC n'arrive-t-il pas à endiguer les télescopages de ses stratégies sécuritaires à l'Est du pays ?

Qu'est-ce qui manquerait à la RDC pour avoir la maîtrise des enjeux en rapport avec les conflits armés à l'Est du pays ? Comment la RDC va-t-elle établir une gouvernance inclusive favorable à la paix des martyrs des violences ?

Le présent article est subdivisé en deux grands points essentiels dont le premier est axé à la géopolitique des conflits dans la Région des grands-lacs africains et à l'est de la RDC tandis que le second aborde les enjeux et conséquences des conflits armés à l'est de la RDC ainsi que les perspectives d'avenir. Des prédécesseurs chercheurs se sont adonnés à étudier la question d'une manière ou d'une autre dans le but de donner des résultats susceptibles de rendre compte des événements très souvent dramatiques de la région. La pertinence de leurs analyses a éclairé notre démarche méthodologique :

Synthèse des travaux

✓ Dans un travail de recherche intitulé : *La guerre du coltan en RDC*, CHRISTIAN HARBULOT (2008), offre une opinion avertie sur la trame de désorganisation programmée du pays. Dans le chapitre sur l'affrontement des puissances américano-européennes, il écrit : « L'Europe et les Etats-Unis sont totalement dépendants des réserves étrangères en coltan. Si aujourd'hui l'Australie et le Brésil en exportent en quantité, l'enjeu

géostratégique des puissances, qui raisonnent en termes de réserves, est en RDC. De fait, le coltan de la région du Kivu représente 60 à 80% des réserves mondiales de tantale (métal extrait du coltan). Pourtant historiquement influentes dans les Grands Lacs, les puissances européennes (Allemagne, Belgique et France) disputent la maîtrise de cet or gris aux États-Unis qui ont depuis acquis une position stratégique.» Cet auteur démontre à suffisance la répartition des rôles des acteurs impliqués dans la déstabilisation et le pillage de la RDC où le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda se chargent d'assurer la sale besogne apparente d'organiser le désordre avec entre autres la livraison des armes et munitions, de ravitailler l'exploitation avec l'argent, de canaliser le flux des ressources naturelles à exfiltrer, d'approvisionner les acheteurs finaux. Les intermédiaires locaux se chargent de la mobilisation du matériel, de la main d'œuvre et la neutralisation des services de sécurité.

✓ Michelle Bachelet (1996), Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme avait déclaré que « près de 1.300 civils ont été tués dans plusieurs conflits distincts impliquant des groupes armés et les forces de sécurité en République démocratique du Congo ». Elle ajoutait que « certains des incidents impliquant des massacres et d'autres exactions et violations pourraient constituer des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre ». Ce rapport de Michelle BACHELET a l'avantage de rendre compte des conséquences fâcheuses au plan humain du désordre entretenu à l'Est de la RDC. Notre étude remet en cause la politique de défense nationale d'un côté et les enjeux des conflits à l'Est de l'autre côté dans ce carnaval de massacres à grande échelle.

✓ ROCCO SCLARRONE (2013), dans son article « Mafias : mondialisation et redéploiement », écrit: « ...les mafias se caractérisent par la manière singulière dont elles entremêlent deux orientations, l'une économique, assimilable à celle d'une entreprise (même illégale ou, plus précisément évoluant dans la zone de contact entre marchés légaux et illégaux), l'autre politique que l'on peut rapprocher de celle d'un groupe détenteur de pouvoir (même dans sa version de société secrète). Ces entités criminelles opèrent donc en combinant ces deux logiques d'action, l'une dirigée vers la logique d'accumulation des richesses, l'autre vers la recherche du pouvoir ». Cet auteur nous inspire, par le comportement à adopter pour freiner le pillage et les massacres en cours. Ainsi, nous affirmons que la posture de ne concentrer les manœuvres que sur le terrain institutionnel a des limites. Face aux acteurs maffieux, l'attaque doit se faire aussi sur le front où ils apparaissent voilés. Car, dans la

stratégie nuisible à la sécurité humaine et à l'économie nationale, ils agissent par leur visage écran pour l'accumulation des richesses.

✓ Selon SACHA LEZHNEV (2021), « dans l'Est de la RDC où l'on estime que 3,1 à 7,6 million de personnes sont mortes de suite d'un conflit armé et où il y a environ 130 groupes armés actifs : l'or est le principal moteur du conflit. On n'estime que 10 à 20 tonnes d'or, d'une valeur de 300 à 600 millions de dollars sortent chaque année de la RDC en contrebande. L'or des conflits constitue la principale source de revenu des acteurs armés en RDC y compris les groupes armés et de nombreuses unités militaires nationales qui tirent des profits de la taxation illégale, du pillage des mines, de l'exploitation de l'or et de la contrebande. NDUMA DEFENSE DU CONGO-RENOVE (NDC-R) générerait des revenus importants en vendant de l'or à des commerçants en Ouganda et au Burundi, achetait des armes et des munitions à l'armée de la RDC et se livrait à des violences sexuelles à grande échelle contre des civils principalement des femmes et des enfants ». Cet auteur focalise son attention sur le pillage de l'or par les groupes armés. Il corrobore nos constats sur les routes de l'or illicite depuis l'extraction jusqu'à la commercialisation et démontre que les produits de la RDC passent par l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi vers DUBAI principalement. Il dégage le rôle nuisible de certains officiers de l'armée régulière de la RDC. Nous notons que les officiers cités sont anciens du mouvement rebelle RCD proche du Rwanda

✓ Si l'on fait la lecture du seul point 3 de l'oeuvre de JUDI REVER (2020), au titre du *Cimetière du Rwanda*, où elle note « ... ils étaient devenus maîtres des lieux ! Le Rwanda et l'Ouganda avaient créé une milice appelée Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). Cette milice finit par se scinder en plusieurs groupes distincts qui bataillèrent pour prendre le contrôle des territoires riches en coltan . Ce conflit visant à obtenir la jouissance des droits miniers et des liens commerciaux qui en découlaient devinrent rapidement les nerfs de la guerre ». Il continue affirmant : « les bénéfices engendrés par sa vente continuèrent d'alimenter les conflits à l'Est du Congo ».

Globalement ces auteurs rendent compte d'une évidente déstabilisation de la RDC comme pour dire que toute recherche de solution aux problèmes de l'Est devrait inéluctablement tenir compte de cette donnée d'extranéité. Toute la littérature fait état de nos observations en rapport avec les caractéristiques notamment de la pluralité, la complexité et la fugacité des acteurs internes et externes d'où la nécessité pour nous d'entrer en profondeur dans les analyses de notre thématique.

1. LA GEOPOLITIQUE DES CONFLITS DANS LA REGION DES GRANDS-LACS AFRICAINS ET A L'EST DE LA RDC

1.1. Les acteurs et les repères des conflictualités

1.1.1. Les acteurs

❖ Les acteurs étatiques

○ La RDC

Pays aux dimensions impressionnantes, avec un peuple dynamique, une histoire mouvementée et une géographie généreuse, la RDC apparaît sur le plan géopolitique comme un géant aux pieds d'argile. Avec la chute de Mobutu suivie de l'arrivée massive d'une cohorte des maquisards et des mercenaires, la RDC est mise à genoux en 2007. La partie Est, considérée comme le ventre mou du pays, subit les revers des rebellions épisodiques enclenchée avec l'AFDL. De manière chronique, l'Est fait le frais de l'expression brute de la puissance des Etats voisins, généreusement gratifiés d'une diplomatie de levier par les grandes puissances occidentales. Elles la leur apportent pour décupler leur capacité de nuisance contre la RDC, placée expressément sous embargo militaire par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Ainsi, ses capacités militaires s'effritent alors même qu'elle perd ses moyens diplomatiques et politiques. L'effort diplomatique et militaire de toute une époque glorieuse a été gaspillé. La théorie du complot internationale trouve ses justifications mais la gouvernance dictatoriale, hasardeuse et inconséquente peut aussi expliquer toute la régression. L'armée est gangrenée par l'affairisme de ses généraux, autant pour l'ex-FAZ sous Mobutu que pour le FARDC. Elle a perdu de sa superbe. Du coup elle a précipité la désagrégation de son caractère dissuasif. Quatorze factions armées se trouvent dans les frontières nationales de la RDC en 1998, quand l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda masqués par la pseudo-rébellion du RCD envahissent le pays à partir des portes à l'Est. On a noté les forces invitées et d'autres non-invitées. Les principales forces provenaient de l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe, le Tchad, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, l'armée loyale de la RDC, les FDLR, le RCD, le RCD/KML les Mai-Mai, les Hemas, les Lendus... Un véritable décor de chaos, par ailleurs entretenu et fort bien alimenté par des Etats non apparents.

La passation pacifique du pouvoir entre KABILA et TSHISEKEDI intervenue en 2018 augure une ère nouvelle, porteuse d'espoir. En dépit d'inadéquations que l'on observe, les gens s'accrochent aux promesses, mais il faut affirmer hic et nunc qu'au regard de l'évolution de la situation à l'horizon 2023(Prochaine année électorale), ces espoirs sont dessus. L'armée

est en restructuration. Les zones opérationnelles sont ravitaillées en armes modernes et le commandement est réformé. Le pays ouvre son école de guerre et signe des accords de coopération militaire principalement avec les égyptiens, les américains, certains pays de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est notamment l'Ouganda et la Tanzanie et de manière plus ou moins discrète avec les chinois. En dépit de ses faiblesses, cette armée est cotée parmi les 138 puissances militaires répertoriées dans le monde.

○ **Le Rwanda et le Burundi**

Les deux pays partagent en commun plusieurs traits qu'il est aisé de les associer dans cette description. En effet, tous deux ont chacun une population composée de trois groupes : les Twa très minoritaires, les Tutsis minoritaires et les Hutu majoritaires. Ils ont même cultures, même religion et parlent tous les variantes d'une même langue. Les deux pays ont une même histoire coloniale avec la RDC et la Belgique comme métropole, en dépit du fait qu'initialement les deux étaient colonies allemandes avant d'être attribués à la Belgique en 1919 par le Traité des Versailles puis mis sous tutelle de la Belgique en 1923, mandat de tutelle confié par la Société des nations.

La géographie piège leur existence. Leur comportement géopolitique est mieux décrit par Roland Pourtier (2009) « Les guerres de la région des Grands Lacs peuvent en effet s'analyser comme des violences du trop-plein. Les petits espaces du Rwanda et du Burundi, corsetés depuis la colonisation par des frontières rigides, sont pris au piège d'une masse démographique. La forte baisse de la mortalité amorcée pendant la colonisation n'a pas été suivie par une baisse significative de la fécondité : celle-ci est encore proche de 6 enfants par femme au Rwanda, 6,8 au Burundi ». Le taux de croissance approche les 3% par an conduisant à un doublement de la population en 25 ans. Or, avec près de 10 millions d'habitants en 2008 au Rwanda, la densité atteint déjà 380 hab./km², ce qui est beaucoup pour un pays rural à près de 90 %. Chaque famille paysanne ne dispose plus en moyenne que de 40 ares de terre à cultiver. Qu'en sera-t-il demain ? La question n'est plus seulement de savoir comment vivront dans une génération 20 millions de Rwandais, mais où ». Le besoin d'un espace vital devient une question de vie ou de mort pour les peuples de ces deux Etats qui ont eu une histoire commune avec la RDC. Face à un dilemme qui n'a pour deux propositions que « mourir dans la conquête des terres en RDC » ou « mourir asphyxié sur son territoire exsigu », il n'y a pas beaucoup de choix. D'où la passion d'explorer des solutions en RDC. Aujourd'hui, le Rwanda s'emploie à investir dans la manufacture des produits dont les

matières premières traînent en RDC. C'est son expression de la nécessité à assouvir à ses convoitises. L'actuelle approche géopolitique régionale du Rwanda est militariste.

Le RDF, son armée, initialement constituée de vingt mille hommes des troupes a doublé ses effectifs en 2002. Il regroupe trois corps notamment une armée de terre (Land forces) sous le commandement d'un Chef d'état-major de l'armée de terre et elle est composée de quatre unités (de combat, d'appui au combat, d'appui logistique ainsi que des écoles militaires), l'armée de l'air (Air force) sous le commandement d'un chef d'état-major de l'armée de l'air et est composée d'escadrilles, d'un régiment de défense aérienne, d'unités d'appui logistiques ainsi que des écoles de l'air.

○ **L'Ouganda**

Ce pays, connu pour être un satellite traditionnel des puissances anglo-saxonnes en Afrique, a au cours de l'année 2016 accueilli dans le cadre ACOTA un détachement des troupes américaines du 5^{ème} régiment interarmes d'outre-mer renforcé de sous-officiers britanniques du 4th Yorkshire. Les forces françaises stationnées à Djibouti participent à la préparation des forces ougandaises de l'UGABAG, Uganda Battle Group (2000 éléments) destinés à être projetés en Somalie. Un Etat contrôlé depuis 1986 par un régime autoritaire sans choquer les consciences des dépositaires de la démocratie et des droits humains. Le régime ougandais a bâti sa stabilité sur la déstabilisation de ses voisins avec des officiers militaires affairistes que SANDRINE Perrot (1999) qualifie des « entrepreneurs de l'insécurité. » La désorganisation de la RDC procure à l'Ouganda des gains économiques considérables générés par l'exploitation unilatérale des blocs pétrolifères du lac Albert, le commerce illicite du bois, café, cacao et tabac congolais, la fraude minière (2 à 7 tonnes d'or exportées officiellement chaque année proviennent en majorité de la RDC), la fraude douanière à l'importation (pratique de maquillage des cargaisons d'origine d'outremers en marchandises certifiées d'origine ougandaise, pratique frauduleuse bénéfique à l'Ouganda qui encaisse une marge importante des frais liés aux marchandises en destination de la RDC au détriment de la douane nationale contrainte à appliquer des taux tarifaires minorés).

Les rivalités sur le sol congolais entre le Rwanda et l'Ouganda avaient donné lieu à d'épisodiques affrontements meurtriers entre leurs armées dont la plus emblématique guerre de six jours à Kisangani, conduite dans la ville du lundi 5 au 11 juin 2000. Des ballades diplomatiques ont lieu depuis plus de dix ans pour envisager les modalités de concrétisation de la réparation.

❖ Les acteurs étatiques masqués

Beaucoup d'acteurs étatiques influencent le jeu à l'Est de la RDC. Nombreux agissent voilés. N'en déplaise, ils sont perceptibles à travers leurs longs bras de service : les multinationales, les organismes intergouvernementaux, les agences de coopération, les ONGI, les fonctionnaires des missions diplomatiques ou les envoyés spéciaux. Une multitude de littérature grise évoque le rôle parfois positif et la plupart de fois, négatif des puissances comme les USA, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Belgique, le Canada, la Chine, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Suède, la Suisse.

Le rôle très nuisible des USA et de l'Angleterre est très connu pour susciter une nouvelle curiosité. Ils ont pesé pour maintenir la RDC sous embargo militaire alors même qu'ils ont dans les mêmes circonstances multipliées des largesses en faveur de ses agresseurs en termes d'aides budgétaires, des moyens médiatiques, diplomatiques et politiques en sus de la coopération militaire y compris la livraison d'armements modernes, des munitions et des moyens de renseignement. Tout est fait pour éviter à la RDC de supplanter ses agresseurs sur le plan stratégique.

Par contre, d'autres acteurs visibles jouent sur plusieurs tableaux avec comme on dirait des objectifs étoilés. C'est le cas de l'Allemagne par exemple. Son rôle est déterminant dans les jeux au niveau régional et au niveau interne. A la fois présente dans l'exploitation, dans la recherche de paix, dans le renforcement des capacités des organisations de la société civile, dans la normalisation du commerce des substances minérales de l'Est etc. L'Allemagne est impliquée dans les dynamiques et systèmes d'exploitation miniers à BISIE au Nord-Kivu. Elle apparaît dans l'accompagnement technique et financier du secteur privé de l'artisanat minier. L'Angleterre par les multinationales se ravitaille à travers les investissements de transformation du secteur minier de l'or, coltan, tungstène, cassitérite installés au Rwanda et en Ouganda. La base conceptuelle de cet investissement est de capter le flux frauduleux des minéraux qui échappent à l'économie congolaise.

La présence des légions chinoises partout dans les zones grises est d'une éloquence flagrante. Les chinois quadrillent systématiquement toutes les pistes et captent l'essentiel de production artisanal des réseaux maffieux. Ils livrent expertise, armes, munitions, devises, machines et autres bibelots nécessaires à la perpétuation de l'activité criminelle.

Les penchants de la France sont dévoilés par les propos de Sarkozy qui aspirait trouver des réponses aux dilemmes géographiques du Rwanda dans les étendues de la RDC.

La Belgique a favorisé la mise en parenthèse de l'Est de la RDC, livré aux entreprises de prédation à qui des fonctionnaires belges donnaient le coup de pouce diplomatique et politique. Les ONGI présentes dans la région ont charrié des idéologues partisans se servant des missions humanitaires pour distiller des discours divisionnistes et parfois poser des actes pour enflammer les tensions. Il leur est reproché d'avoir exacerbé volontairement les inégalités intercommunautaires à travers leur choix des modes sélectives d'irrigation de l'aide humanitaire.

❖ Les acteurs non-étatiques

Il s'agit d'une part des acteurs non armés que sont les multinationales en immersion dans les bords des zones grises tels la société canadienne Banro mining corporation au Sud ou la sud-africaine Anglo Gold Ashanti au nord. Deux puissants acteurs installés dans les régions où l'autorité de l'Etat est furtive et la collaboration avec les groupes armés illégaux est certaine.

Il s'agit d'autre part des acteurs armés dont la plus puissante est la Monusco, instrument de la communauté internationale pour soutenir l'effort de stabilisation et contribuer à la protection civile.

Il s'agit aussi des milices de nationalité congolaise et les groupes étrangers opérant sur le sol congolais. Les milices congolaises sont des groupes locaux constitués en réaction aux attaques des villages et organisés comme corps d'auto-défense armée. Ils estiment être les gardiens des valeurs et intérêts locaux. Par contre, les groupes étrangers se constituent en action de lutte pour la conquête politique avec base arrière sur le sol congolais. Les logiques de survie économique conditionnent au jour le jour leur profil. Entre les discours et les actes, il y a de l'épaisseur. Leur mode opératoire s'accommode plus avec l'économie de guerre en déploiement plutôt qu'avec l'idéologie fondatrice. Leurs structures sont arrimées à la formule « gisements miniers/route des armes légères à petit calibre/route des vivres/réservoirs des combattants ». La cartographie du GEC (Jason Stearms et Christoph Vogel, 2015) dénombre 70 groupes en 2015 alors même qu'en collaborant avec Human Right Watch en 2017, ils ont dénombré près de 132 groupes armés actifs dans le Kivu.

1.1.2. La Monusco

La Monusco, la plus importante mission des Nations-Unies en troupes, en expert et en budget annuel est l'expression même du procès contre l'ONU et partant de la fictive communauté internationale. Au compte de la Monusco, beaucoup des bienfaits ont été enregistrés pour

alléger la souffrance dans les régions les plus affectées par la guerre. Cependant, revu son bilan deux décennies après, rien n'explique pourquoi il a fallu vingt mille casques bleus. Le personnel civil a beaucoup marqué l'action de cette gigantesque mission alors même qu'il n'a pas représenté le dixième des effectifs. La section politique, la section des droits humains, la section affaires civiles, la section genre et d'autres ont procuré plus des services aux populations que la composante au cœur de la mission, les casques bleus. Les contingents militaires, par leur mode de vie, mode de déploiement et leur réponse hors-de-saison à la perpétuelle question sur leur inaction face aux massacres des innocents, ont prouvé qu'ils étaient hors contrôle des Nations-Unies. Les Etats contributeurs n'ont jamais aidé à mixer les contingents pour former un même corps armé, un même esprit et un même commandement. Chaque contingent est dans son camp, avec sa logistique, son commandement et ses occupations quotidiennes. Rien n'a filtré pour justifier une volonté de freiner le chaos par cette machine internationale avec des forces interarmées. D'où l'intérêt scientifique de comprendre les logiques dominantes à la base desquelles les Etats souscrivent à la mise en place des casques bleus. L'apport des casques bleus aux côtés des FARDC est limité à des appuis opérationnels, rien de tactique ni de stratégique. Ainsi, l'influence vertueuse se limite à modifier les situations des batailles sans jamais casser l'élan de la guerre reflétant ainsi sa dénomination de mission d'observation.

❖ **Les acteurs nationaux**

➤ **Les groupes armés hemas, lendus et Biras en Ituri**

Ces groupes armés à ancrages ethniques en Ituri ont semé une zizanie dramatique. Avec la chute de Mobutu vers 1997, pour des motifs économiques et fonciers, les tensions intercommunautaires épisodiques nourrissent comme du pain béni les manipulateurs étrangers qui convoitent les ressources naturelles de la province. Cette dernière est transformée en zone grise aux mains des prédateurs. Très vite, la polarisation engendre la logique de militarisation livrant les populations à des accrochages meurtriers quasi permanents. Les principales branches armées des Lendus et Bindis sont la FRPI, la CODECO à Djugu, le FNI et le FPIC perceptibles à Komanda et Nyankunde. Par contre, leurs adversaires traditionnels hemas s'organisent autour du FPAC/ZAIRE et de l'UPC. L'ethnie Biras moins citée par les médias a des accointances avec une branche armée dénommée le FPIC plus farouche à Irumu.

Les populations Lendus ont eu des accrochages meurtriers avec les Hemas débouchant à la longue guerre civile des années 2000 qui a fait près de 100.000 morts. Ces groupes armés qui n'ont pas l'assentiment ni de l'ensemble de hemas ni de l'ensemble des lendus font des alliances militaires et d'affaires aussi bien avec l'Ouganda que le Rwanda.

➤ **Les milices du Grand-Nord au Nord Kivu**

L'héritage transmis par la guerre dite de libération en 1996 et celle dite de la rectification de 1998 à Beni et Lubero aura été la multitude des jeunes entraînés au métier des armes dont une grande portion est membre de la milice fidèle à Mbusa NYAMWISI, le géniteur de la rébellion plus connue sous l'acronyme du RCD/KML. Parmi ces jeunes, nombreux ont été réfractaires à l'enrôlement dans les forces loyalistes et à l'opération de désarmement et démobilisation des groupes armés. Le terrorisme des mouvements armés ougandais dans la région a produit des réactionnaires de tribu Nande autour de la milice MAZEMBE et les mai-mai du groupe UPLC. Ces derniers ont entrepris de chasser les différents groupes étrangers établis au Nord-Kivu, les FDLR y compris. Le groupe Mazembe est une expression de ras-le-bol des jeunes, vieux, femmes coalisés pour déloger les mouvements terroristes et leurs affidés.

➤ **Les groupes au Sud du Nord-Kivu affiliés aux bahundes, banyangas et autres tribus non rwandophones :**

APCLS, le NDC et une variante de Raia-Mutomboki qui sont les principales milices tribales à Walikale et Masisi. Ces groupes parfois hostiles aux rwandophones congolais s'inscrivent par devers eux dans la stratégie rwandaise de maintenir dans cette partie du territoire national la réalité de zone grise. Ils forment un même bloc chaque fois qu'il faut faire face aux opérations de traque des FARDC ou pour résister contre les stratégies de désarmement et démobilisation des groupes armés.

➤ **Les groupes banyarwandas du Nord-Kivu**

Nyatura au Nord-Kivu, milice hutue présente à Masisi, Rutshuru et Lubero née pour la protection des hutus congolais mal-aimés des populations voisines. Ces milices contribuent largement à masquer les agents spéciaux de RDF. Plusieurs dénonciations locales ont évoqué de manière persistante la présence des milices prête-nom pour dissimuler les opérations des forces rwandaises dans le Nord-Kivu.

➤ **Les milices babembes, bafulirus, baviras , barundis et autres au Sud-Kivu**

Ces groupes armés, souvent sans passé maquisard, naissent et disparaissent en réaction aux événements. Il s'agit des volontaires pour l'autodéfense villageois qui se recrutent parmi les jeunes gens au chômage, généralement oisifs. Ils apprennent la manipulation des armes sur le tas. Leur ambition originelle est de résister aux assauts des forces hostiles. Leur émergence et propagation autour des années nonante a banalisé la militarisation des tribus. Les territoires d'Uvira, Fizi et à moindre mesure Mwenga sont gangrénés par des nouvelles forces qui rivalisent de violences. Ces endroits sont devenus des zones de non-droit, des zones de réensauvagement, des zones grises, des zones rouges avec des enlèvements des humanitaires par des bandits armés,... les particuliers assurent le contrôle du pouvoir de l'Etat. Les montagnes et forêts servent des sanctuaires pour les groupes locaux autant que pour les factions étrangères. Antagonistes ou alliées, les alliances se jouent selon que les ethnies rapprochent ou le pays d'origine ou carrément les accointances politiques avec le pouvoir du Rwanda ou du Burundi. L'ancrage ethnique peut opposer tutsi du Rwanda et celui de la RDC selon que le sanctuaire est dans un territoire hostile ou proche du Rwanda. On note les mai-mai YAKUTUMBA des Babembes, les mai-mai BYANZE BISHAMBUKE des Bafulirus et les autres versions des Raia mutomboki assimilées aux autres tribus.

Ces forces se ravitaillent par le pillage des troupeaux, le vol des cultures des champs, les rapt, les extorsions et déshabillage des voyageurs sur la RN5 ou par imposition de tribut aux paysans, en monnaie ou pour le cas de Misisi en or. Ces groupes souvent en disgrâce vis-à-vis de leurs sponsors ne sont pas en harmonie entre eux-mêmes. Les alliances se font et se défont au gré des intérêts propres ou des tireurs des ficelles. Les factions étrangères en présence obéissent aux ordres des services spéciaux de leurs Etats d'origine. Tous ont un passé chargé pour s'être rendus coupables de graves exactions des droits humains. En plus des crimes des droits humains et économiques du secteur minier et forestiers, ils sont comptables d'extorsions multiples des biens des paysans. Les affrontements les plus récurrents sont ceux de la milice Yakutumba contre la faction banyamulenge NGUMINO, les deux travaillant en binôme, quand l'une est à l'assaut et l'autre est à la réaction et vice-versa. Les deux défendent les intérêts des ethnies, babembes pour la première et banyamulenges pour la deuxième. Les groupes nyatura à Numbi et Mai-mai Kirikicho à Ziralo dans Kalehe, le CNRD ce groupe constitué des réfugiés rwandais à Bunyakiri et d'autres sont autant d'aspects pour témoigner de la nébulosité qui enveloppe la donne des groupes armés en RDC.

➤ **Les combattants Banyarwanda (banyamulenges) au Sud-Kivu**

Cet acteur complexe est lisible par échelle. Au niveau local, il est identifiable à un groupe armé d'auto-défense au service du particularisme tutsi dans les villages. A l'échelle provinciale, il n'est plus seulement militarisé mais aussi politisé avec un agenda plus large que la seule donne sécuritaire. A l'échelle nationale, l'acteur s'apparente à un instrument de prolongement des intérêts négociés par les belligérants à Sun-city au bénéfice du RCD. A l'échelle régionale, cet acteur assume l'idéologie du « panisme tutsi » en général. Ainsi, il devient le prolongement en RDC d'une identité à cheval entre le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et la RDC. A ce titre, il revendique de nouveaux agendas portés sur la place internationale par des puissances-relais au-delà des dividendes d'une justice redistributive nationale. Ainsi, en dépit de dissidence observable entre groupes internes à l'échelle locale ou provinciale et même nationale, le but final poursuivi à l'échelle régional arrive à contenir les objectifs des dissidents.

Du jour au lendemain la cause des banyamulenges, ce peuple établi à cheval entre les territoires de Fizi, Uvira et Mwenga dans les montagnes des moyens et hauts plateaux du Sud-Kivu, devient une affaire revendiquée par les autres tutsis de la RDC. Dans son ouvrage « Les dermatoglyphes digitaux des tutsis du Rwanda et des shis du Congo », Jean HIERNAUX (1964), qualifie les tutsis du Congo des « envahisseurs récents. » Cette assertion contribue à cristalliser les débats identitaires autour des mouvements chronologiques d'arrivée sur le sol congolais par les protagonistes locaux. Les troupeaux des peuples pasteurs s'invitent dans les querelles. Elles parquent sur des vastes étendus en quête des fourrages et d'eau pour s'abreuver. Cette forme d'accès et d'usage de la terre sur le même terrain où les autres communautés entretiennent des activités culturelles, complique la cohabitation entre les communautés. Les effets de cette complication sont perceptibles toutes les saisons en temps de transhumance des troupeaux. Car en effet, les transhumances occasionnent des scènes de disputes meurtrières. Fréquemment ici, la terre est une ressource querellée entre les premiers occupants et les autres. Le processus classique de sacralisation de la terre n'a pas favorisé les banyamulenges. Il a été compromis par leur caractère semi-nomade. (Jason S., 2013) Contrairement aux autres, eux n'avaient jamais marqué leur territoire. D'où l'absence, sur cet espace d'accueil, d'une terre affectée comme sanctuaire de l'identité Banyamulenge

Parmi les groupes armés constituant la nuageuse milice banyamulenge, il y a lieu de distinguer les « NGUMINO » de Michel MAKANIKA et « TWIRANYEHO » opérant dans

les territoires de Fizi, Uvira et Mwenga. Ces groupes sont plus actifs dans les dynamiques locales mais il importe d'établir des interactions avec des dynamiques régionales. « TWIRWANEHO » est un groupe basé à Bijombo.

❖ **Les acteurs étrangers**

✓ **Les Interahamwes, FDLR, le CNRD et autres**

Le CNRD basé à Kalehe au Sud-Kivu est une dissidence des FDLR. Les FDLR sont la plus importante rébellion des hutus rwandais établis dans les maquis à l'Est de la RDC. Il s'agit d'une émanation de la milice Interahamwes, plus connue pour leurs actes ignobles perpétrés au Rwanda au cours des années 1990. La témérité légendaire de ces éléments a cristallisé sur eux toute l'antipathie des populations congolaises.

✓ **Les FNL et Le RED TABARA**

Groupes d'origine burundaise, ces milices opèrent dans le sud du Sud-Kivu. Elles sévissent le long de la rivière Ruzizi et dans les montagnes d'Uvira et Fizi. Le FNL est la rébellion burundaise la plus vieille. Le Red Tabara né des crises burundaises de 2015 est plus populaire au Burundi mais n'est dotée que d'une faible capacité opérationnelle. Les deux groupes utilisent le sol congolais comme arrières-bases. Les forces loyalistes burundaises traversent les frontières pour les rejoindre en RDC où ils se livrent à des batailles rangées dans les villages. Depuis peu les FARDC s'attaquent régulièrement aux bastions de toutes ces milices.

✓ **Les ADFs et NALUs**

Mouvement radical d'origine ougandaise et à visage terroriste, ses éléments n'ont plus d'ambition tournée vers leur pays d'origine. Ils font partie de la pègre installée dans ces zones grises régentées depuis Kampala. Plusieurs auteurs ont évoqué l'affairisme des officiers ougandais du cercle proche de Museveni. Ils prolongent leurs bras dans ces territoires livrés à la mafia à travers une sorte d'entreprise d'insécurité qui contrôle d'une part le chaos et d'autre part les filières illicites du commerce d'or, coltan, cassitérite, zinc, ivoire, gibier, bois, café, cacao... Les combattants ougandais se distinguent par leur cruauté qui va au-delà des limites pensables. Ils massacrent les paisibles populations, opèrent des razzia les jours et les nuits, répandent la terreur, expulsent les populations et défient les forces loyalistes et les casques bleus de la Monusco. Leurs opérations dénotent un sous-terrain qui traduit leur attachement aux questions foncières.

1.2. Les repères de conflictualités

Pour le besoin d'orienter l'analyse et mettre en évidence les faisceaux d'éléments constitutifs des faits conflictuels, un référentiel sous la forme de grille d'indices abondamment théorisés a été utilisé. Il s'agit ici d'un recours aux doctrines, idées, stratégies et projets politiques ou attitudes et comportements des acteurs de nature à influencer les controverses au sujet d'intérêts, des valeurs ou des passions.

1.2.1. Le Panisme, l'utopie et les dimensions spatiales

Le « panisme » est un concept du géopolitologue Karl Haushofer pour signifier la représentation géopolitique fondée sur une communauté d'ordre ethnique, religieuse, régionale ou continentale. Et Sophie CHAUTARD (2006), dans l'indispensable de la géopolitique présente le panisme comme un concept qui correspond à un mouvement politique visant à regrouper sous une même autorité des nations ayant des points communs en s'appuyant sur certain nombre des facteurs (religion, langue, idéologie, etc.)

Partout dans les pays où vivent les Tutsis, tous ensemble évalués à près de 2.825.000 personnes. (Au Burundi on dénombre 1.207.000 personnes, au Rwanda 1.044.000, en RDC 297.000, en Ouganda 64.000 et en Tanzanie 213.000). Ils vivent en groupe quasi-homogène aux cotés des autres groupes ethniques dans les quatre pays. Ils partagent une même histoire d'origine et professent des particularismes identiques. C'est leur activisme sans frontières dans les espaces territorialisés' de la Région qui révèle leur désir de lever une grande nation sous un leadership monolithique au cœur de l'Afrique. Ainsi s'explique le panisme TUTSI.

Le panisme met en lice l'unité ethnique ou civilisationnelle d'une communauté humaine ayant en partage le dessein d'être regroupée sous une même autorité. Il est apparent chez les Tutsi mais il est devenu plus expressif depuis que s'est installé le leadership actuellement au pouvoir au Rwanda. Le panisme Tutsi alimente comme du carburant les utopies à l'œuvre. L'utopie ici, dans sa conception géopolitique, rend compte de cette volonté de contrôler plus d'espace vitale au-delà des frontières nationales sans tenir compte de faits objectifs et des contraintes de la réalité. L'utopie suggère la conquête des terres à annexer. Dans le narratif rwandais, il existe une « pseudo-terre rwandaise » dépouillée de son territoire par la colonisation au bénéfice de la RDC. Le Rwanda par sa Géopolitique régionale actuelle fait de la RDC la cible facile des menaces d'invasion alors même que la logique historique aurait dû le tourner vers la Tanzanie, pays avec lequel il a eu une même métropole à l'issue de la Conférence de Berlin.

1.2.2. Uchronies et dimensions temporelles

Les limites frontalières du Rwanda et du Burundi font peur aux dirigeants du temps des indépendances autant que pour ceux d'aujourd'hui. L'exiguïté de deux Etats, l'enclavement et modicité d'opportunités géographiques n'ont pas cessé de hanter les deux peuples confrontés à la croissance démographique très galopante du fait de leur taux de natalité très élevé. L'assurance s'amenuise pour nourrir ou loger les générations de demain. Chaque jour qui passe, cette donne aggrave la psychose des dirigeants actuels. La seule issue devient celle de sonder dans les voisinages dans les pays plus spacieux.

Selon le Journaliste et historien français Jacques Bainville (1879-1936), ce sentiment, assimilable à un désordre mental, favorise l'agitation révolutionnaire. Le philosophe français Emmanuel Mounier va plus loin. Il affirme que « ce sentiment de « l'espace vital » on l'a vu, avec la fièvre obsidionale, passer de la psychologie des individus à celles des nations et des peuples ». Voilà le moteur révélé de la motivation militariste du rwandais. Ailleurs au Burundi, les jeunes sont chauffés à blanc par le complexe obsidional et le discours du déterminisme géographique qui en résulte. Ainsi, toute expédition armée ne souffrira point pour manque de main d'œuvre, les jeunes auront la passion de toujours se battre. Voilà comment ses voisins de gauche se représentent la RDC comme le lieu des terres vacantes, susceptible de résoudre leurs questions d'espace vital.

1.2.3. Le mythe de l'âge d'or

Ce repère historique permet d'expliquer les mythes et la fiction à travers leur magnétisme puissant et son ample supercherie. Ainsi, les causes parfois perdues d'avance sont instrumentalisées pour fasciner les jeunes dotés d'esprits peu critiques, au point d'attiser leur désir à la lutte. Les luttes aux motivations irrationnelles deviennent légitimes et déterminantes. Face à la formule de décolonisation, il a régné à la veille des indépendances dans l'espace Congo-Rwanda-Urundi, des opinions contradictoires. Dans l'ouvrage intitulé « *Le Rwanda* », les auteurs J. GERARD-LIBOIS, & B VERHAEGEN, (1961), présentent les positions de janvier 1959 du mouvement revendicatif des Hutus. Nous lisons ce qui suit sous l'intitulé *Rapports entre le Rwanda et l'Urundi* : « Le rideau demeure, malgré les apparences d'une unité territoriale. C'est normal vu les deux monarchies rivales. Les peuples ne demandent pas mieux que d'unir réellement les deux pays, dans la mesure où ils se rendent compte de la position faible de notre économie. Il faut informer davantage le peuple sur la nécessité d'une fédération primaire. La langue n'offre pas beaucoup de difficultés, le kirundi

étant presque semblable au kinyarwanda. Le français au besoin resterait la langue véhiculaire des cultures complémentaires. De par sa natalité forte, chaque pays est trop à l'étroit dans ses limites. Tôt ou tard, tous feront sauter les cadres et chercheront l'unité. Avec qui ? Le gouvernement doit le prévoir ». (CRISP, 1961) Sous l'intitulé *Fédération Congo-Rwanda-Urundi* nous notons ce qui suit : « Dans la situation actuelle, au Rwanda-Urundi on ne veut pas entendre d'une union avec le Congo-Belge. Le régime avait façonné le peuple dans l'idéologie d'une supériorité raciale et donc d'une supériorité de leur pays sur les autres. C'est une erreur qu'il suffit de rectifier. Le préalable doit être une démocratisation des institutions, une solution des problèmes intérieurs et la nécessité vitale complétera

Voilà, l'origine des conflictualités durables : les hutus et tutsis, compatriotes, aussi bien burundais que rwandais, sont opposés sur l'option fondamentale de la nature de l'Etat postcolonial. L'inquiétude sur l'exiguïté de deux territoires hante déjà les protagonistes de la décolonisation mais l'idée de confédérer avec la RDC est détestée par l'élite tutsie.

1.2.4. Le réalisme dans les relations régionales

Les relations entre les Etats sont essentiellement concurrentielles, voire guerrières, l'objectif de chacun étant de poursuivre ses intérêts, de satisfaire ses besoins et d'accroître sa puissance propre. Les relations opérationnelles entre le Rwanda, le Burundi et l'Uganda d'une part et la RDC d'autre part correspondent exactement aux postulats de la théorie réaliste. Le rapport de force est défavorable à la RDC, les autres en quête de puissance, viennent se servir. La RDC au plus bas de ses capacités a le malheur d'héberger toutes les ressources naturelles qui manquent aussi bien à ses voisins qu'à leurs amis de circonstance. Elle se parait comme le lieu de prospérité pour ses voisins avides des ressources. Leurs rivalités occasionnent des affrontements tragiques dans les zones où se ruent leurs entreprises d'extraction. Corine LESNES (2013) interprète OBAMA : « je regarde le monde tel qu'il est », une manière de voir le monde qui contraste avec celui du « monde tel qu'on le souhaite ». Les Etats-Unis exercent une forte influence idéologique, diplomatique et militaire sur le Rwanda et l'Ouganda. L'on peut deviner le soubassement de la politique étrangère de ces deux pays voisins de la RDC pour confectionner leurs scénarios d'avenir. Leur idéologie est basée sur le réalisme politique. La RDC doit le savoir et plutôt que de nourrir les ressentiments du peuple, s'organiser en conséquence.

1.2.5. Les stratégies centrées sur la possession d'un territoire

- **Les stratégies offensives**

- ✚ *Les agressions maquillées (dissimilées)*

Les rebellions dites « révolte de Banyamulenge » et plus tard la « guerre de rectification » sont la forme emblématique d'une agression dissimulée. Il a fallu du temps pour démasquer les authentiques auteurs de la guerre livrée contre la RDC. Le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda ont été à la manœuvre derrière les banyamulenges révoltés. Eux non plus, n'ont pas été les véritables artificiers, ils ont été pris au jeu par les puissances économico-financières du monde venus en découdre avec la morale, le droit et l'ordre pour accéder gracieusement aux ressources naturelles.

C'est avec certitude maintenant que l'humanité entière connaît les auteurs-commanditaires et exécutants de la guerre d'agression de la RDC. C'est aussi maintenant que le but poursuivi par les agresseurs est clair notamment faire main basse sur les ressources naturelles stratégiques comme les minerais de 3TG, le diamant, le cobalt, le pétrole et le gaz

- ✚ *La guerre préventive*

La guerre dite de Laurent Nkunda et Mutebusi à Bukavu en 2004, celle du M23 en Avril 2012 s'apparentent à une guerre préventive. En effet, celles-ci sont initiées quand leurs planificateurs ont la croyance qu'un conflit futur est inévitable et qu'il faille éviter un basculement de l'équilibre des puissances.

- **Les stratégies défensives**

La défensive comprise à la fois comme une ligne de conduite politique ayant des implications militaires, une doctrine politico-militaire et une stratégie militaire momentanée.

1.2.6. La désorganisation de l'Etat congolais

Le géo-politiste français Aymeric CHAUPRIDE nous renseigne que «la géopolitique commence avec les rivalités d'intérêts, et la guerre n'est que la continuation d'une politique géographique que la diplomatie exerce en premier lieu ». La désorganisation comme stratégie des agresseurs de la RDC se déroule tactiquement à travers des méthodes plus lisses étalées dans la durée. Il s'agit notamment de la pénétration, l'insertion et l'assimilation.

- **La pénétration**

Le Rwanda, plus que le Burundi et l'Ouganda, a réussi à dissimuler ses nationaux parmi les populations congolaises. Il ne s'agit pas que des populations s'identifiant comme ayant des

origines identitaires rwandaises mais bien plus. Il y a aussi des populations opérant en RDC sans que l'ombre de doute ne les distingue des autres congolais mais foncièrement attachées au Rwanda. Autant pour les burundais. Du Burundi il a été orchestré un départ massif des nationaux, adeptes de la secte d'Eusebie, cette « muhutukazi » de Businde, province de Kayanza, connue sous le nom de ZEBIYA NGENDAKUMANA, chrétienne catholique pratiquante pseudo messagère de la sainte vierge Marie. Mère de Jésus. En 2015, ces coreligionnaires ont traversé la frontière en quête à l'Est de la RDC de leur prétendue terre promise située à Kamanyola. Initialement demandeurs d'asile, cette colonie de près de 2.500 personnes s'est installée à côté de la base des casques bleus de la Monusco à Kamanyola au Sud-Kivu. Après les violences éclatées sur le lieu en date du 15 septembre 2017, ces populations vont être repérées à Goma au Nord-Kivu. Cette forme de transplantation répond d'abord à une logique foncière pour un besoin de résidence. C'est plutôt dans la suite que le maquillage révèle un transfert sur le sol congolais de réservoir pour agents proxys. Un réservoir où seront puisés les futurs espions à infiltrer doucement dans les institutions. Du reste, le nombre déjà élevé de ces agents dans l'appareil de l'Etat explique leur rôle destructeur des capacités stratégiques et diplomatiques de la RDC. Contre le Rwanda et le Burundi, Kinshasa est si incapable d'opiner qu'il n'est pas compliqué d'en déceler la cause. D'ailleurs, il n'y a pas unanimité quant à l'attitude à adopter vis-à-vis des infiltrés, l'opinion nationale est fragmentée. Même au sommet de l'Etat, les contradictions sont abyssales avec les gens ordinaires à la surface. Les populations sont irriguées par les intrigues et les interminables complications qu'arrosent les médias.

- L'insertion

L'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ont réussi à introduire dans l'appareil de l'Etat des sujets de nationalité congolaise pétris de dévouement pour eux. Les différentes opérations de brassage des troupes de toutes les factions, vague après vague, ont servi à injecter au sein des organes des FARDC, de la police et des services de renseignement des hommes et des femmes endoctrinées au Rwanda et en Uganda. Il s'agit des pions qui ont fait la guerre contre la RDC aux cotés des officiers et soldats des trois pays agresseurs, des gens formés pour trahir les intérêts de la RDC au bénéfice de leurs promoteurs. Le cas de Laurent NKUNDA et de SULTANI MAKENGA, sujets de nationalité congolaise, d'ethnie tutsi, recherchés par la justice congolaise mais retranché dans leur tanière au Rwanda. Son statut lui garantit l'impunité consécutivement aux crimes qu'il aurait perpétrés en RDC. Cette méthode a

permis le maquillage des agents doubles et l'exfiltration d'autres nationaux similaires quand ils étaient aux prises avec les services spéciaux ou avec la justice nationale.

- **L'assimilation**

Pendant que l'Est de la RDC succombe à la pression du chaos, les villages entiers dépeuplés de ses habitants horrifiés par les actes de terreur et d'une cruauté impitoyable, les colonies de peuplement s'établissent hors caméra. Un mouvement des populations arrivent comme des sujets congolais en libre circulation dans le territoire national. Les personnes que nous avons écoutées évoquent des sujets rwandais en assimilation culturelle. Les ougandais et les burundais font de même, profitent de l'indolence de l'administration publique, s'accaparent des terres où ils s'installent et deviennent progressivement la main d'œuvre bon marché des chantiers agricoles et miniers des entreprises maffieuses montées par les agresseurs.

• **La construction d'un cordon sécuritaire sur le sol congolais et l'intimidation par le mythe de la puissance.**

La puissance est au cœur des relations internationales. Elle permet de comprendre les choix qu'opèrent les principaux acteurs de la planète et même chacun de nous. Le Rwanda, dans sa traque contre les Interahamwes et ex-FAR s'est constitué un cordon sécuritaire à l'intérieur de la RDC par la projection des soldats et des réservistes camouflés parfois repérés dans les groupes armés ou parmi les régiments des FARDC sédentarisés dans les zones proches des frontières. Une longue et large ceinture sur le sol de la RDC se prolonge en parallèle avec les frontières rwandaises depuis le Nord jusqu'au Sud abritant des caches d'armes disséminées dans la région pour approvisionner les éventuelles campagnes militaires rwandaises sur le territoire national congolais. Le Rwanda s'est affiché comme une puissance régionale et la RDC a pris acte !

2. LES ENJEUX ET LES CONSEQUENCES DES CONFLITS ARMES A L'EST DE LA RDC ET PERSPECTIVES D'AVENIR

2.1. Les enjeux des conflits armés à l'Est de la RDC

2.1.1. Enjeux sécuritaires

Pour la RDC, l'enjeu majeur est le retour de la paix à l'Est : c'est qui implique la fin des massacres des populations civiles, le retour dans leurs pays d'origine des combattants étrangers aussi bien des groupes armés que le retrait des armées étrangères, le désarmement des tribus et ethnies et les groupes armés assimilés aux forces d'auto-défense, le contrôle des

frontières nationales, la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones grises, l'endiguement des pistes de circulation des armes légères et à petit calibre et la moralisation des troupes régulières de l'armée nationale.

Pour l'Ouganda, l'enjeu est de maintenir le plus longtemps possible en dehors de son pays la masse des jeunes sans-emplois historiquement membres des rebellions au Nord du pays. Tant qu'ils sont occupés dans la jungle de la RDC, l'intérêt national ougandais est préservé au plan sécuritaire. La RDC devient ainsi, le lieu de conversion des esprits tordus de la nation ougandaise. Ces jeunes qui n'ont pas d'alternative feront tout pour survivre dans les maquis en RDC. L'Ouganda n'y trouve pas d'inconvénient.

Pour le Burundi, l'enjeu est d'éviter la guerre sur son territoire en se servant de la RDC comme champ de bataille. Les bases de la résistance armée des rebelles burundais sont en RDC où des contingents de l'armée gouvernementale burundaise viennent les neutraliser. Tout est fait de manière à infliger aux populations congolaises innocentes, les dégâts collatéraux des luttes intestines burundaises. Sans mesure de dissuasion, le gouvernement burundais ne va pas changer de logique.

Pour le Rwanda, l'enjeu est d'imposer la mise en place dans le territoire national congolais de la ceinture sécuritaire rwandaise tout le long des frontières entre les deux pays. Ceci implique la sédentarisation en RDC des populations rwandaises encore là, civils et miliciens, puisque considérés comme une menace potentielle pour leur pays.

2.1.2. Enjeux économiques

Pour la RDC, l'enjeu est de contrôler les dynamiques internes de l'économie nationale et imposer la souveraineté nationale sur les ressources naturelles exploitées où qui trainent en RDC. Qu'il s'agisse du pétrole, du gaz, des minerais stratégiques, des pierres précieuses, des produits ligneux, de l'eau douce, des terres agricoles et autres, le gouvernement adopte le plus souvent des stratégies approximatives promptes à exposer le pays face aux convoitises des puissances prédatrices.

Pour le Rwanda l'enjeu est d'accéder aux matières premières afin de doter le pays d'une infrastructure industrielle capable de reproduire le miracle de Singapour au cœur de l'Afrique. Il est évident que le cap pris par l'investissement au Rwanda n'est pas soutenable à long terme par l'économie réelle du Rwanda. Une analyse géoéconomique peut révéler que l'hypothèse rwandaise prend en compte les ressources naturelles présentes à l'Est de la RDC,

principalement au Sud et au Nord-Kivu. Le Rwanda table aussi sur le potentiel des consommateurs congolais. Les producteurs rwandais exportent leur trop plein sur le sol congolais aussi bien les aliments frais tels les légumes, les fruits, les viandes que les jus des fruits, le lait etc.

Pour l'Ouganda, l'enjeu demeure l'exploitation unilatérale du pétrole dans le gisement commun et profiter du fruit du commerce illicite des minerais et des produits agricoles et ligneux de la RDC. Tant que la RDC sera maintenue dans une économie de survie et une instabilité politique et sécuritaire, la destination des investisseurs sera l'Ouganda et le Rwanda. Le Chaos congolais paye doublement aux ougandais, l'économie de la guerre leur profite et les capitaux frais à vocation des chaînes des valeurs des produits de l'économie congolaise sont orientés vers les territoires voisins.

Pour le Burundi, l'enjeu est de servir de plateforme pour les minerais de 3T et or qui quitte la RDC pour transiter à Bujumbura. Le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda sont devenus les champions en exportation des produits miniers que l'on trouve en RDC.

Ainsi, il est clair que les 3 pays sont devenus les lieux de destination des minerais bruts de provenance frauduleuse de la RDC.

2.1.3. Enjeux fonciers

Pour la RDC, l'enjeu est de maîtriser son espace territorial, de contrôler son patrimoine foncier, l'aménager sur base des politiques intégratives, équitables, durables et conciliatrices avec les valeurs traditionnelles.

Pour le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda c'est de contrôler des terres arables nécessaires aux projets agroindustriels de l'économie néolibérale qu'impose le nouvel ordre mondial, ce qui implique un transfert du trop-plein des populations sur le territoire national congolais. Les burundais ont démontré leur désir de trouver des terres en RDC depuis l'éclatement de l'affaire des adeptes d'« Ezebio ». En effet, plus de trois mille personnes venues du Burundi ont refusé de rejoindre les camps des réfugiés aménagés à leur intention. Ils ont préféré s'installer à Kamanyola aux côtés de la base militaire de la Monusco. Au mois de septembre 2017, des accrochages entre les jeunes commis à leur auto-défense et les jeunes de l'auto-défense locale ont conduit à la mort d'homme. Il a été décidé de les déplacer. Ils se sont opposés violemment prétextant qu'ils étaient sur leur terre promise à la croisée de la RDC, le Rwanda et le Burundi. Ainsi l'intentionnalité de conquérir et dominer une terre en RDC était

mise à jour. Ce même groupe sera plus tard déniché à Goma d'où ils seront expulsés pour repartir au Rwanda d'où ils seraient venus.

2.1.4. Enjeux politiques

Pour la RDC, l'enjeu est de gagner le pari de la cohésion nationale. Ce qui implique la maîtrise des identismes symptomatiques des inégalités sociales et interventionnisme étranger dans les affaires domestiques.

Pour le Rwanda, l'enjeu est de se fabriquer un ennemi manifestement colossal pour véhiculer l'image convaincante de puissance, la RDC au bout du viseur rwandais se prête à cet objet.

Pour l'Ouganda, l'enjeu de Museveni est d'instrumentaliser la menace d'une irruption des attaques armées depuis la RDC contre quoi, il s'érige en homme providentiel prompt à parer à la menace tant qu'il exercera le pouvoir. Pour un peuple qui a connu des années des guerres atroces, il est épouvanté par la seule évocation d'une présence de menace de rébellion aux frontières. Une telle donne explique la sympathique relation entre le peuple et son chef mais aussi galvanise les relations d'affaires entre les généraux de l'armée ougandaise, les ADF/NALU et les autres islamistes.

Pour le Burundi, l'enjeu est de réduire au maximum la nuisance du panisme tutsi sur les affaires de l'Etat, ce qui implique l'ouverture d'un couloir de sortie pour les opposants majoritairement d'ethnie tutsi vers la RDC maintenant que toutes les portes avec le Rwanda sont fermées.

2.1.5. Enjeux identitaires

Pour la RDC, l'enjeu est de stimuler l'assimilation culturelle des groupes identitaires qui revendiquent leur appartenance à la nationalité congolaise. La RDC devrait découpler la polarisation des ethnies avec la militarisation qui en découle afin d'imposer la volonté de l'Etat dans toutes les poches de résistance ou dominant les tensions intercommunautaires et les désirs de recomposition géopolitique qui en découlent.

Pour le Rwanda de même que l'Ouganda, l'enjeu est d'instrumentaliser les syncrétismes culturels partagés avec les congolais adeptes du panisme tutsi. Le chef de l'Etat du Rwanda particulièrement, entreprend de séduire l'opinion rwandaise en exaltant un grandisme géopolitique du Rwanda derrière lequel se justifie la conquête des terres en RDC quitte à reprendre à son compte, héros des temps modernes, les récits du panisme Tutsi construits autour de la pseudo-persécution des khoi-khoi en Namibie, banyankores en Ouganda, batutsis

au Rwanda, au Burundi, en RDC ou se trouvent particulièrement les bahimas, banyarwandas et banyamulenges à l'Est.

Pour le Burundi, l'enjeu est de manœuvrer avec les conflits identitaires dans la zone transfrontalière où les identités et les nationalités sont en chevauchement afin d'en tirer le maximum de gain géopolitique.

2.2. Les conséquences des conflits armés à l'Est de la RDC

2.2.1. Conséquences sur le plan humanitaire

Plus d'un million de personnes ont quitté leurs logis pour chercher le lieu de refuge. Parmi eux, près de trois cents mille ont pris le chemin de l'exil principalement en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda et au Burundi. D'autres plutôt sont restés cloîtrés dans les zones d'accueil mieux protégées à l'intérieur des limites frontalières nationales. Ces populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays vivent dans la précarité alimentaire et sanitaire depuis plusieurs temps avec le poids des personnes plus vulnérables que sont les enfants de moins de cinq ans, les femmes allaitantes et les vieillards. Les campagnes sont quasiment abandonnées aux maquisards qui ont investi même les champs des paysans, comme nous pouvons paraphraser KULUNDWA MUSOBWA P., MWEZE CIRHUZA A.-P. & Alii (2022) « les pauvres paysans étant souvent victimes de viol de l'insécurité des tueries et assassinats ciblés, sont obligés de fuir leurs villages laissant habitations, champs et élevage pour aller s'installer dans la ville de Bukavu ; chef-lieu de la province du Sud-Kivu ». Aux drames humanitaires, s'ajoutent les traumatismes psychologiques consécutifs aux actes horribles imposés à la population par les envahisseurs. Les femmes, les jeunes et les vieillards sont les couches les plus affectées.

2.2.2. Conséquences sur le plan économique

L'économie des provinces s'est effondrée notamment à cause de la chute des recettes douanières et les recettes fiscales des secteurs miniers et agricoles. La fraude est aussi florissante que les activités illicites dans l'économie extractive et le commerce. Les ménages sont de plus en plus pauvres à cause du chômage des masses, les pillages, l'asphyxie des initiatives privées. L'enclavement physique des centres de production à cause des groupes armés et les voies non carrossables exacerbe la situation. Les champs sont abandonnés, les trafics des biens sont aussi asphyxiés par les interceptions des crimes organisés spécialisés à capter les flux des marchandises en coupant les routes d'approvisionnement des marchés.

2.2.3. Conséquence sur le plan culturel

Les valeurs traditionnelles sont instrumentalisées pour l'entreprise d'exclusion au point de rendre les différences, l'endroit du rejet de l'autre. Les idéologies transnationales s'invitent dans le pourrissement de la situation avec le panisme tutsi comme carburant des particularismes meurtriers. De la réaction au panisme tutsi résulte l'identitarisme. Aujourd'hui, la société est traversée par des narratifs incompatibles avec tout projet de cohésion sociale alors même que l'école, l'église, les coutumes et même la famille se révèlent être des diviseurs car des vecteurs de ressentiment entre communautés.

2.2.4. Conséquence sur le plan sécuritaire

Les zones grises se multiplient avec un nouveau type des prédateurs et opportunistes ayant pris goût à y faire la loi et y faire régner leur hégémonie économique. Ces aires de chaos politique et de conflits armés se manifestent à Masisi, Walikale, Rutshuru, Beni, Lubero, Mambassa, Irumu, Mahagi, Kalehe, Uvira, Fizi, Mwenga et Shabudna. Dans ces zones grises, le droit et la légitimité sont contestés par une partie croissante des populations qui les occupent. Les populations à Beni ont montré des signes d'exaspération en désavouant les officiels du Gouvernement central et les troupes de MONUSCO. Les populations d'Irumu ont plusieurs fois manifesté leur désaveu du Gouvernement provincial et des troupes de FARDC. Certaines populations de Masisi et Rutshuru affichent un sentiment de mépris pour les institutions établies de même qu'à Minembwe et Itombwe.

2.2.5. Conséquence sur le plan social

La guerre à l'Est a été un enfer pour les infrastructures sanitaires, scolaires et socioéconomiques, les édifices publics, les habitations et les lieux de loisir. Les incendies, les pillages et l'occupation criminelle ont été si fréquents que plusieurs endroits sont déserts. Il s'en est suivi la destruction ou le pillage des équipements médicaux, les fournitures médicales, les équipements dans les écoles et les marchandises exposées ou stockées dans les marchés.

Le dégât le plus sévère en rapport avec la persistance de l'environnement délétère durant toute la période du chaos est la perte des repères par la population et du conditionnement de l'agent de l'Etat à la logique de la débrouillardise. Le soldat est corrompu, le policier de même, le douanier, le juge, le banquier, le médecin, l'enseignant, le syndicaliste, le bourgmestre... Ils règnent une mentalité de guerre.

2.2.6. Conséquence sur le plan politique

Le chaos de l'Est, les dérives démocratiques et la donne extranationale ont généré un bouleversement des référents dont la diversité inédite de laquelle résulte des incompréhensions intercommunautaires dans les relations horizontales et entre les institutions publiques de l'Etat et les couches réactionnaires au niveau des relations verticales. Les théories du complot pour expliquer l'attitude de soumission des autorités nationales face au comportement agressif des Etats voisins ont fini d'entamer la légitimité des dirigeants avec pour effet le délitement de l'autorité de l'Etat. L'autorité est désacralisée avec une malheureuse causalité avec l'indiscipline grandissante. Les jeunes ont une perception mise en évidence, l'insensibilité au sommet de l'Etat vis-à-vis du cri des victimes de la guerre. La contradiction demeure dans la qualification des faits et les réponses à quel acteur accorder quel identifiant et quel exploit. Cette contradiction nourrit les tensions entre populations et organes de l'Etat au point que le FARDC en souffre sur terrain où il a besoin de collaborer avec la population locale au cours des opérations pour traquer l'ennemi. Ainsi, du fait du chaos, il règne un climat de méfiance interne défavorable au projet national, à la vision commune et au sens de la solidarité nationale.

Conclusion

L'étude sur les conflits armés à l'Est de la RDC en examen ici, et l'interprétation du réalisme géopolitique choisi par les puissances voisines de la RDC présage un avenir congolais jalonné d'épisodes d'instabilités. Tout gouvernement voisin, dicté par l'intérêt national de son pays, exploitera les faiblesses de la RDC. D'où l'intérêt de se prémunir des moyens prompts à faire face à toute perspective hostile. Un tel cas de figure peut rassurer le peuple, dilater sa fierté et son sentiment d'attachement national. Il en découlera inéluctablement le triomphe du désir du vivre-ensemble. Cette prémisse devrait être la base nouvelle pour la construction des scénarii d'avenir plutôt que de tempêter dans les bulles des émotions.

Voilà pourquoi, l'étude préconise l'adoption de quelques axes stratégiques de nature à doper la capacité organisationnelle de la RDC et juguler les violences dans l'Est de la RDC. C'est pourquoi, l'étude propose le choix du SMART POWER comme pourvoyeur des outils à même d'adapter la Géopolitique extérieure de la RDC à ses défis stratégiques. Ce choix implique la projection de la nouvelle politique étrangère sur l'axe stratégique basé autour du triptyque « Diplomatie-Défense-Culture ». Le Gouvernement doit massivement investir dans

des projets innovants et stratégiques, principalement un projet diplomatique, un projet de défense nationale et un méga projet culturel orienté vers la région et à l'intérieur du pays et principalement axé sur l'exaltation des valeurs de paix, de développement régional et de coprosperité transnationale. L'intelligence politique du Gouvernement national résidera dans sa capacité à se servir des dilemmes du Rwanda et du Burundi comme opportunités politiques.

Dans le domaine de la géopolitique interne, le Gouvernement devrait s'investir dans la cohésion nationale. Cette ambition implique des actions de lutte contre les inégalités sociales et leurs symptômes que sont l'identitarisme, le désaveu de l'autorité publique et la dissidence d'avec le pouvoir de l'Etat. Il s'agit des projets d'éducation des masses, diffusés à travers des programmes culturels, les médias classiques, la musique congolaise très prisée, les réseaux sociaux pour atteindre les jeunes connectés. En termes claires, il serait très impérieux pour la RDC de : Contrôler effectivement le territoire national, réguler le secteur de l'artisanat minier, désarmer les milices assimilées aux tribus et ethnies, Intégrer les ex-combattants dans la profession, réconcilier les congolais, et enfin systématiser l'éducation des masses.

A l'allure où avancent les événements sur terrain, d'autres questions peuvent attirer la curiosité et sont susceptibles de faire objet d'étude. S'agit-il d'une notion qui a un lien avec la question de l'influence, de pouvoir, de force, de contrainte, de contrôle, d'autorité ou de légitimité ? Le Rwanda, vis-à-vis de la RDC, exerce-t-il une telle influence politique et militaire que le silence des dirigeants congolais dénotent une sorte de subordination révoltante ? Comment comprendre cette soumission d'un si grand peuple face à un autre alors même que sur le plan de l'histoire, la démographie et le caractère, aucune comparaison ne le justifie ? D'où viendrait le rapport de force défavorable à la RDC qui se prolonge dans le temps au point d'assister à une quasi-capitulation collective des congolais ? Comment comprendre le retard d'une révolte collective face à la nuisance humanitaire, économique, politique, sécuritaire et physique qu'inflige l'armée rwandaise aux populations congolaises ?

Les leaders de ces milieux râlent dans tous les salons pour évoquer la nécessité de trouver des solutions à leurs problèmes par les révisions structurelles qui mettent à plat l'organisation actuelle de l'Etat. Ce qui témoigne d'un désir de recomposition géopolitique au niveau interne. Ce flottement incontrôlé est somme toute, source de confusion et de méfiance.

Finalement disons que cette étude voulue rigoureuse et objective, dans la même lancée d'abondants travaux sur les dilemmes actuels de la Région des Grands-Lacs Africains, vient

BIBLIOGRAPHIE

1. ARGOUNES, F., (2018), *Théorie de la puissance*, Ed. CNRS, Paris.
2. ARON, R., (1984), *Paix et guerre entre les Nations*, Paris, Calma-Levy.
3. BAINVILLE, J. (1924), *Histoire de France*, Tome 2.
4. BALZACK, T. & RAMEL, F. (2013), *Traité de relations internationales*, Presses de Sciences Politiques, Paris, 263 P.
5. BERTHIAUME, D, (2004)., *L'observation de l'enfant en milieu éducatif*, G. Morin, Montréal.
6. HARBULOT, C., (2008), *La guerre du coltan en RDC*, l'Ecole de Guerre Economique, Kinshasa.
7. DEFAY, A (1976), *Géopolitique du Proche Orient*, PUF, Paris
8. DUTERME, B. (1998), *Indiens et Zapatistes, mythes et réalités d'une rébellion en sursis*, éd. LUC PIRE, Bruxelles.
9. GERARD-LIBOIS, J. & VERHAEGEN, B., (1961), *Le Rwanda*, Ed. CRISP, Bruxelles,
10. GONIDEC, P.F., & CHARVIN, R., (1981) *Relations Internationales*, Montchrestien, Paris.
11. GOSSELIN, A., (1994) *La notion de problématique en sciences sociales*, in Communication, information Medias Théories, vol 15, no2.
12. GRAWITZ, M., (1993) *Méthodes des sciences sociales*, , Dalloz, Paris, 9^e éd.
13. HEDLEY, B., (1977)*The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, Columbia, University Press, New-York,.
14. HIERNAUX, J., (1964) *Les dermatoglyphes digitaux des tutsi du Rwanda et des Shi du Congo*, Société d'Anthropologie de Paris, XI^e série.
15. HOWARD, E., (1939) *the twenty years crisis 1919 – 1939 : An introduction to the study of international relations*, Palgrave Macmillan,

16. JASON, S. & CHRISTOPH, V., (2015), *Cartographie des groupes armés dans l'Est du Congo*, Centre de Coopération Internationale.
17. KULONDA MUSOBWA P., MWEZE CIRHUZA A.,-P.,& alii, (Janvier 2022), « *Les incidences démographiques, sociologiques et économiques de l'exode rural dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu* »,Revue internationale des sciences de Gestion,Vol.5,N°1
18. KAROLINE, C., NIBAYUBAHE, E., & NAHIMANA, E., (2014), *Gestion des conflits*, Manuel de formation, Bujumbura.
19. LEZHNEV, S., (2021), *Conflict gold to responsible gold : a roadmap for companies and governments*, the sentry, sl.
20. LIVIAN, Y., (2015), *Manuel d'initiation à la méthodologie de recherche en Sciences Humaines et Sociales : réussir son mémoire ou sa thèse*, archives ouvertes,
21. MARCEL M., (1986), *Les Acteurs dans les Relations Internationales*, Economica, Paris.
22. MOTA, G., (2006) La négociation politique : la construction de la collectivité, in Dorna A., Sabucedo J.M., *Etudes et chantiers de Psychologie Politique*, L'Harmattan, Paris,
23. MOUNIER, E., (1946) *Traité du caractère*, éd. Revue et augmentée,Paris.
24. KENNEDY P., (1987) *The Rise and Fall of the Great Powers*, Vintage Books, New-York,
25. DE SENACLENS,P., & Yohan A., (1998) *La politique Internationale*, Armand Colin, Paris,
26. POURTRIER, R., (2009) *Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux*, Echo Géo sur le vif, Paris.
27. PRUIT D., G., & RUBIN, J.Z., (1986) *Social conflict, escalation, stalemet and settlement*, new York, random house.
28. REVER, J., (1999), *Rwanda, l'éloge du sang*, Max-Milo, S.L.,
29. DE SAINT-MOULIN, L., (2003), *Conscience nationale et identités ethniques :*



contribution à une culture de paix, CEPAS, Kinshasa,

30. SCLARRONE, R., (2013), *Mafias : mondialisation et redéploiement*, in Puissance d'hier et de demain, Ed. La découverte, Paris.
31. STEARNS, J.& al., (2013) *Les Banyamulenge, Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu*,
32. TAJE, M., (2008), *Introduction à la Géopolitique*, Université Virtuelle de Tunis,
33. DEMONTBRIAL, T., (2010), *La Géopolitique entre guerre et paix*, commentaire, cairn.info.
34. MTHEMBU SALTHER, G., (2015), *Etude de l'état initial, commerce et exploitation de l'or à Kampala*, 9ième Forum sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables,, Kampala,
35. SUBRA, P., (2012) *La géopolitique, une ou plurielle ? Place, enjeux et outils d'une géopolitique locale*, in Hérodote Vol.3, n° 4
36. www.humanité.fr, L'Humanité, Respect des frontières actuelles, 12 novembre 1996.